

DEMANDE D'AUTORISATION MUNICIPALE

POUR TEINTE(S) DE FAÇADES ET MATÉRIAUX

(en référence à l'article 63 du RPGA : Couleurs, matériaux et gabarits)

COORDONNÉES DES INTERVENANTS

LE REQUÉRANT :			
ADRESSE :			
TELEPHONE :		E-MAIL :	
LE(S) PROPRIÉTAIRE(S) DU BÂTIMENT :			
ADRESSE :			
TELEPHONE :		E-MAIL :	
DIRECTION DES TRAVAUX:			
ADRESSE :			
TELEPHONE :		E-MAIL :	
L'ADMINISTRATEUR PPE:			
ADRESSE :			
TELEPHONE :		E-MAIL :	

DONNÉES DU PROJET

SITUATION, RUE :		DISTANCE DES VOIES CFF :	
PARCELLE RF N° :		ECA N° :	
ANNEE - CONSTRUCTION :		RENOVATION :	
LIÉ À UN PERMIS DE CONSTRUIRE :	☐ OUI	☐ NON	SI OUI, N° CAMAC :
ZONE ARCHEOLOGIQUE	☐ OUI	☐ NON	RECENSEMENT ARCHITECTURAL

Selon l'Ordonnance sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs dans les travaux de construction (OTConst), pour tous les cas où la construction du bâtiment a eu lieu avant le 1^{er} janvier 1991 (date du permis de construire) et si la présence d'amiante est suspectée, il incombe à l'employeur / au propriétaire d'identifier de manière approfondie les dangers, d'évaluer les risques qui y sont liés et de planifier les mesures nécessaires, afin de protéger les personnes travaillant sur le chantier (art. 3). De plus, l'employeur doit rédiger un plan qui détaille les mesures de sécurité et de protection de la santé (art. 4), désigner une personne compétente chargée de la sécurité au travail et de la protection de la santé (art. 5) et informer les travailleurs concernés des résultats relatifs aux diagnostics des polluants qui ont été effectués (art. 32).

Toutes les interventions et tous les travaux à proximité du domaine et des installations ferroviaires doivent faire l'objet d'une approbation de la part des CFF. Formulaire de contact à remplir sur le site des CFF : <https://company.sbb.ch/fr/entreprise/projets/autorisation-de-travaux-projets-en-voisinage.html>

Échantillon(s) présenté(s) : ☐ OUI ☐ NON

Si non, documentation avec photo ou photomontage à fournir.

Remarques :

	TYPE DE MATÉRIAUX	COULEUR (NCS, RAL, etc.)	FINITION, ASPECT (brillant, satiné, mat)	RÉFÉRENCE CATALOGUE
TOITURE, COUVERTURE				
AVANT-TOITS				
CHÉNEAUX				
FOND DE FAÇADE / SOUBASSEMENT				
ENCADREMENTS / CHAÎNES D'ANGLE				
VOLETS / STORES				
BALCONS / BARRIÈRES				
AUTRE :				

En cas d'autorisation, le requérant prend l'engagement de respecter scrupuleusement le projet validé. Aucun travail ne peut être commencé avant que le requérant ne soit en possession de l'autorisation municipale dûment signée.

En cas de travaux réalisés non conformément à l'autorisation délivrée, la Municipalité se réserve le droit de dénoncer le cas à la Préfecture (art. 130 LATC), de signifier l'ordre de démolir ou de modifier les travaux sous la menace de l'amende prévue à l'art. 292 du Code pénal.

Toute fouille ou toute occupation sur le DP doit faire l'objet d'une demande séparée à la Commune de Faoug, avant le début des travaux.

SIGNATURES

Par leurs signatures, les intervenants déclarent avoir pris connaissance du formulaire et s'engagent à le respecter.

	Le requérant	Le(s) propriétaire(s)	Direction des travaux	L'administrateur PPE
Lieu, date :				

Signature : _____

Préavis du secteur Police des constructions :

Remarques :

Faoug, le

M-H Andreae

☐ Vu et approuvé par le Municipal

Faoug, le

J. Theux

RECLAMATION :

La présente décision peut faire l'objet d'une réclamation auprès de la Municipalité dans un délai de 30 jours.

☐ Soumise à décision municipale, dans sa séance du

Décision :

Remarques :

Faoug, le

AU NOM DE LA MUNICIPALITÉ

La Syndique :

La Secrétaire :

S. Laverrière

L. Brünisholz

DROIT DE RECOURS :

La présente décision et les conditions éventuelles dont elle est assortie peuvent faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal, Cour de droit administratif et public, (Route du Signal 8, 1014 Lausanne). Le recours s'exerce par écrit dans les 30 jours dès la communication de la décision attaquée. Il est adressé à l'autorité de recours. L'acte de recours doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours. La décision attaquée est jointe au recours. Le recours est accompagné, le cas échéant, de la procuration du mandataire

Émoluments administratifs : Fr. 200.-

Si le dossier nécessite un traitement particulier, les frais peuvent différer.

**Ce formulaire doit être transmis à l'administration communale
au moins 14 jours ouvrables avant le début des travaux.**